

## “Le Brexit jouera un rôle positif pour l’Europe”

Union européenne L’ancien Premier ministre italien était l’invité des Grandes Conférences catholiques, à Bruxelles. “La Libre” l’a rencontré.

Entretien Maria Udrescu

**E**nrico Letta, président de l’Institut Jacques Delors et doyen de la Paris School of International Affairs à Sciences-Po, était cette semaine l’invité des Grandes Conférences catholiques, à Bruxelles. *La Libre Belgique* a pu rencontrer l’ancien Premier ministre italien, issu du Parti démocrate (PD, centre-gauche), avant qu’il présente, devant une assemblée de plus de 1 300 personnes, ses idées pour *Faire l’Europe dans un monde de brutes*, titre de son livre paru en 2017.

**Votre ouvrage a été rédigé avant les dernières élections italiennes, qui ont porté au pouvoir les populistes du Mouvement 5 étoiles (M5S) et La Lega, le parti d’extrême droite de l’actuel ministre de l’Intérieur, Matteo Salvini. Ces forces qui dirigent aujourd’hui l’Italie font-elles, à vos yeux, partie des “brutes” de ce monde ?**

Le titre de mon livre cherchait à faire réfléchir sur les populismes. J’ai toujours regardé mon pays comme un laboratoire politique. Il faut chercher à comprendre ce qu’il s’y passe et concevoir ce bouleversement politique comme la conséquence de grands changements que notre époque est en train de vivre dans la relation entre les gens et le pouvoir.

**Comme expliquez-vous ce bouleversement ?**

La situation italienne est le résultat de deux grandes crises: la crise de l’euro et la crise de la migration. Elles ont donné aux Italiens le sentiment que la solidarité européenne n’existait pas, ce qui a fait chuter la cote de popularité de l’Europe. L’Italie souffre d’un manque de croissance et connaît donc une grave crise sociale, avec un chômage des jeunes qui augmente depuis des années et des années, avec des générations perdues qui doivent fuir. En même temps, les Italiens voient des migrants arriver. L’image du bateau qui arrive est beaucoup plus percutante que les chiffres d’individus dont le visa a expiré et qui constituent pourtant la majorité des migrants illégaux.

Le laboratoire italien est donc intéressant, mais l’Italie n’est pas le seul pays dans cette situation. Ce qu’il se passe avec les “gilets jaunes” en France n’est pas tellement différent. La grande différence, elle est institutionnelle. En France, lors du premier tour de l’élection présidentielle, 49 % des gens ont voté pour Marine Le Pen, Jean-Luc Mélenchon, Nicolas Dupont-Aignan, donc pour des anti-européens, des anti-establishment. En Italie, lors des dernières élections, 49 % des gens ont voté pour le M5S et La Lega. Mais le système institutionnel français fait en sorte que ces 49 % sont devenus minoritaires. Tandis qu’en Italie, ces 49 % font un gouvernement.

Reste que ce grand malaise de nos sociétés est généralisé et sera le grand sujet des prochaines élections européennes et des prochaines années.

**En effet, les sondages prédisent tous une grande percée des populistes lors des élections de mai 2019. Ils pourraient s’empa-**

**rer d’un tiers des sièges du Parlement européen. Est-il encore possible de contrer cette tendance ?**

Je l’espère. Mais, de toute manière, les populistes qui ont le vent en poupe ont aussi un grand problème: ils sont totalement divisés. Je ne les vois pas s’associer. Matteo Salvini, par exemple, bénéficie de beaucoup de soutien de la part des autres populistes européens lorsqu’il tape sur les migrants. Mais dès que le budget italien a été présenté, un budget en total déficit, qui a cassé toutes les règles budgétaires européennes, des leaders populistes n’ont pas soutenu cette attitude, ils ont affirmé que ce comportement n’avait “rien à voir avec eux”. Les populistes sont ensemble uniquement quand ils sont contre quelque chose.

Et je ne crois pas qu’ils pourront obtenir un tiers du Parlement. Le Brexit va jouer un rôle important: tout dépendra de la manière dont cela va se terminer. Un des drapeaux des populistes était le Brexit. Mais puisque c’est en train de mal tourner, il leur sera difficile de se présenter comme porteurs de quelque chose de positif. Le Brexit est la démonstration de ce que signifie “faire de l’Europe un bouc émissaire”. Quand on impute la responsabilité de tous les problèmes à l’Europe, même quand ce n’est pas juste, la conséquence est ce désastre que les Britanniques sont en train de vivre. Je pense que cet aspect va peser lors des élections. Le Brexit est tellement chaotique qu’à la fin il jouera un rôle positif pour l’Europe et l’intégration européenne.

**Pourtant, le Premier ministre hongrois Viktor Orban, par exemple, continue à vilipender l’Union et à en saper les valeurs. Son exemple est suivi par d’autres en Europe centrale et orientale...**

Viktor Orban est une conséquence de la mauvaise gestion de la crise migratoire. Ou bien on trouve une sortie de crise: ou bien Orban et les autres Orban vont être de plus en plus puissants, les élections belges seront gagnées par des anti-migrants et des anti-Européens, la même chose se passera dans les autres pays.

Tout se joue autour de la gestion de la crise – ou de cette après-crise migratoire, puisqu’on n’est plus dans le pic de la crise. Une capacité de l’Europe à gérer la migration peut faire chuter des types comme Orban, comme Salvini, de leur piédestal.

Les leaders européens doivent donc prendre leurs responsabilités. Il faudrait mettre en place une coopération renforcée de certains États membres sur la question migratoire. Et donc une Europe à deux vitesses. Il faudrait un élan, donné peut-être par des pays fondateurs, pour centraliser les décisions migratoires, redistribuer les migrants dans l’UE et mettre en place une police des frontières européenne, capable de gérer les arrivées. En même temps, il faut ouvrir le dossier des voies légales. Sinon, on continuera à avoir une situation dans laquelle il y a soit des réfugiés soit des illégaux. Et ça, c’est ingérable.

**Mais, en attendant, comment peut-on contraindre des leaders comme Viktor Orban à respecter les valeurs européennes ?**

La clé est la conditionnalité des fonds structurels. L’Europe n’est pas un supermarché, cela doit être clair. Quand on y entre, il y a des devoirs, des responsabilités qui vont de pair avec les droits. Le débat sur le futur budget européen sera costaud. Et là, il est important que les institutions européennes et les autres pays membres soient forts et qu’ils ne laissent pas Orban faire de l’*Europe bashing*, tout en étant un bénéficiaire net de l’Europe. Il ne faut pas exagérer.

# “La social-démocratie doit arrêter d’être élitiste”

**L**es élections européennes accoucheront d’un nouveau Parlement et d’une nouvelle Commission. Enrico Letta détaille la manière dont ils pourront prendre la relève pour construire l’avenir et redorer l’image de l’Union.

## **Quel bilan dressez-vous de la Commission de Jean-Claude Juncker ?**

L’image générale est sûrement mitigée, mais les résultats ont été importants. Si je ne pense rien qu’à la manière dont la Commission a géré deux crises récentes (la crise du Brexit et la crise du budget italien), elle a fait preuve d’une grande capacité. Mais il est évident qu’il y a un manque de solutions aux grands défis : la question migratoire, les questions sociales... Ce problème est causé par les États membres. Les États membres ne veulent pas céder des compétences à l’Europe et, en même temps, se plaignent de l’Europe parce qu’elle n’est pas efficace. La question migratoire, c’est exactement ça. On est vraiment dans un cul-de-sac. Et on ne peut s’en sortir qu’avec une claire prise de conscience de la part des partis et des leaders pro-européens.

## **Qui voyez-vous pour constituer le nouveau moteur européen, pour donner l’élan pour lequel vous plaidez à l’Union ?**

Sûrement, le président français Emmanuel Macron et la chancelière Angela Merkel jouent aujourd’hui un rôle très important. C’est à eux de chercher à mettre sur la table des solutions aux problèmes que j’ai cités. Le choix des prochains leaders des institutions européennes sera aussi essentiel. Il va falloir choisir des personnalités capables de parler à la société européenne. Par exemple sur la migration, il faut que le prochain ou la prochaine présidente de la Commission soit capable d’opérer un grand changement. Il faut avoir une personnalité européenne en charge de toutes les questions migratoires qui soit vraiment la voix, le visage de l’Europe, capable donc de tranquilliser les ci-

toyens, de gérer la question, de traiter avec les pays tiers, etc.

## **Pensez-vous que le prochain président de la Commission européenne sera l’une des “têtes de listes” (ou *Spitzenkandidaten*) présentés par les partis européens ?**

Non. C’était un processus qui aurait dû évoluer, mais n’a pas évolué. C’est un exercice très délégitimé. De plus, on sait bien que le président de la Commission sera choisi sur base d’un accord post-électoral entre les libéraux, le Parti populaire européen, les socialistes et les Verts. Pour rassembler toutes ces nuances différentes, ce sera plus facile de se tourner vers une autre personnalité, non vers l’un des *Spitzen* de ces partis.

## **Quid de la social-démocratie ? Jouera-t-elle un rôle dans l’Europe de demain ? Parviendra-t-elle à surmonter la débâcle qu’elle subit aujourd’hui ?**

La social-démocratie a toujours été l’interlocuteur naturel des couches faibles de nos sociétés. La social-démocratie, dans trop de pays, dont le mien, n’a pas été capable de parler à ces couches faibles. Et, aujourd’hui, ces couches faibles ont trouvé des solutions plus crédibles auprès des populistes. En Italie, les gens issus des milieux les plus riches, non pas des milieux défavorisés, ont voté pour le Parti démocrate (PD, centre-gauche, NdlR). Dans tous nos pays européens, la gauche est plus forte dans les centres urbains que dans nos campagnes. C’est un problème majeur, cette social-démocratie qui ne réussit plus à parler aux milieux ruraux, aux banlieues. Il faut retourner dans la rue, sur le terrain, il faut arrêter d’être élitiste. Le point essentiel est de refermer le fossé creusé par les inégalités. C’est la question essentielle qui est liée aussi à la montée des peurs face à la révolution technologique, etc. C’est là que la social-démocratie doit chercher des solutions. Il faut des solutions. Et ces solutions ne peuvent être que fiscales, liées à l’éducation, sociales.

**M.U.**